

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

## REPUBLIQUE DU MALI

| TARIFS DES ABONNEMENTS         |          | TARIFS DES INSERTIONS |  | OBSERVATIONS  |
|--------------------------------|----------|-----------------------|--|---|
|                                | Un an    | 6 mois                | Ligne.....400 F  | Prix au numéro de l'année courante.....500F<br>Prix au numéro de l'année précédente.....600F  |
| Mali et régions intérieur..... | 15.000 F | 7500 F                | Chaque annonce répétée.....moitié prix   | Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-DPD.<br>Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance. |
| Afrique.....                   | 30.000 F | 15.000 F              | Il n'est jamais compté moins de 1.000 F pour les annonces.   |   |
| Europe.....                    | 33.000 F | 16500 F               | Les copies pour insertion doivent parvenir au plus tard les 5, 15 et 25 de chaque mois pour paraître dans les J.O des 10, 20 et 30 suivants. |   |
| Frais d'expédition.....        | 12.000 F |                       |  |   |

### SOMMAIRE

#### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

##### DECRETS

**21 juin 2004 décret n°04-213/P-RM** Portant nomination au grade de Sous-Lieutenant.....p763

**décret n°04-214/P-RM** Portant attribution de la médaille du mérite militaire.....p763

**décret n°04-215/P-RM** Portant attribution de distinctions honorifiques à titre étranger.....p763

**décret n°04-216/P-RM** Portant attribution de distinctions honorifiques à titre Posthume.....p764

**21 juin 2004 décret n°04-217/P-RM** Portant nomination du Chef de Cabinet du Ministère de la Santé.....p764

**décret n°04-218/P-RM** Portant nomination du Directeur National de la Santé.....p765

**décret n°04-219/P-RM** Portant nominations au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.....p765

**décret n°04-220/P-RM** Portant nominations au Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire.....p766

**décret n°04-221/P-RM** Portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire.....p767

- 21 juin 2004 décret n°04-222/P-RM** Portant nomination du Directeur du Centre de Recherche et de Formation Pour l'Industrie Textile.....p767
- décret n°04-223/P-RM** Portant abrogation du décret n°02-580/P-RM du 16 décembre 2002 portant nominations au cabinet du Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Reforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions.....p768
- décret n°04-224/P-RM** Fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Planification du Développement.....p768
- décret n°04-225/P-RM** Fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Population.....p771
- décret n°04-226/P-RM** Fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire.....p774
- décret n°04-227/P-RM** Fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.....p776
- décret n°04-228/P-RM** Portant Retrait d'Emploi par mise en non activité d'un Officier des Forces Armées.....p779
- 29 juin 2004 décret n°04-229/P-RM** Portant désignation d'un Observateur à la Mission des Nations Unies en République du Libéria.....p779
- décret n°04-230/P-RM** Portant abrogation de nominations.....p780
- décret n°04-231/P-RM** Portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Santé.....p780
- décret n°04-232/P-RM** Portant nomination d'un Chargé de Mission au Ministère de la Santé.....p781
- décret n°04-233/P-RM** Portant nomination du Président Directeur Général de la Pharmacie Populaire du Mali.....p781
- décret n°04-234/P-RM** Portant nomination du Directeur de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de la Santé.....p782
- 29 juin 2004 décret n°04-235/P-RM** Portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Justice.....p782
- décret n°04-236/P-RM** Portant nominations au Ministère de la Justice.....p783
- décret n°04-237/P-RM** Portant nomination du Directeur National de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée.....p784
- décret n°04-238/P-RM** Portant nomination du Directeur Administratif et Financier au Ministère de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises.....p784
- décret n°04-239/P-RM** Portant nominations au Ministère de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises.....p785
- décret n°04-240/P-RM** Fixant les indemnités et les frais de mission des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante et de ses démenbrements.....p785
- décret n°04-241/P-RM** Portant nominations au Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.....p786
- 29 juin 2004 – décret n°04-242/P-RM** Portant nomination d'un Membre du Conseil d'Administration de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textilles....p787
- 30 juin 2004 décret n°04-243/P-RM** Portant nomination de l'Attaché de Cabinet du Premier Ministre.....p787
- 5 juillet 2004 décret n°04-244/P-RM** autorisant le Premier Ministre à présider le Conseil des Ministres du mercredi 7 juillet 2004.....p787
- décret n°04-245/P-RM** portant nomination d'un représentant de l'Etat au Conseil d'Administration de la Banque Internationale pour le Mali.....p788
- décret n°04-246/P-RM** Portant nominations au Ministère de l'Equipement et des Transports.....p788
- décret n°04-247/P-RM** Portant nominations au Ministère de l'Agriculture.....p789

**05 juil. 2004 décret n°04-248/P-RM** Portant nomination du Directeur National des Routes.....p790

**décret n°04-249/P-RM** Portant nominations au Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.....p790

**décret n°04-250/P-RM** Portant nomination du Directeur National de l'Urbanisme et de l'Habitat.....p791

**décret n°04-251/P-RM** Portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.....p791

**décret n°04-252/P-RM** Portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile.....p792

**décret n°04-253/P-RM** Fixant le salaire minimum interprofessionnel garanti.....p792

**Annonces et Communications.....p794**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°04-213/P-RM DU 21 JUIIN 2004** PORTANT NOMINATION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°02-055 du 16 décembre 2002 portant Statut Général des Militaires ;

Vu le Décret n°98-266/P-RM du 21 août 1998 portant condition de nomination des Sous-Officiers des Forces Armées au grade de Sous-Lieutenant ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'Adjudant-Chef Alzouma Fassoum COULIBALY de la Gendarmerie Nationale, est nommé au grade de Sous-Lieutenant à titre exceptionnel.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004**  
**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**DECRET N°04-214/P-RM DU 21 JUIIN 2004** PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DU MERITE MILITAIRE.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret n°194/G-RM du 17 septembre 1963 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu le Décret n°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La médaille du mérite militaire est décernée aux militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms suivent :

-Adjudant-chef Ibrahim AG TALFI N°Mle 6060 ;  
-Adjudant-chef Alhousseyni Morou MAIGA N°Mle 5527 ;  
-Maréchal des Logis chef Mamadou BAYA N°Mle 6722.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**DECRET N°04-215/P-RM DU 21 JUIIN 2004** PORTANT ATTRIBUTION DES DISTINCTIONS HONORIFIQUES A TITRE ETRANGER.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret n°194/PG-RM du 17 septembre 1963 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu le Décret n°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux.

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les personnes dont les noms suivent sont nommées au grade de CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MALI à titre étranger :

-Colonel Gérard FORGUES, Attaché de Défense près l'Ambassade de France au Mali et Chef de la Mission de Coopération Militaire et de Défense au Mali ;

-Colonel Bouterâa DRIDI, Attaché de Défense près l'Ambassade d'Algérie au Mali ;

-Lieutenant-Colonel Michael A MARZEC, Attaché de Défense près l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Mali ;

-Lieutenant-Colonel Pierre RAMEAU, Directeur des études de l'Ecole d'Etat Major de Koulikoro

**ARTICLE 2 :** L'ETOILE D'ARGENT DU MERITE NATIONAL AVEC EFFIGIE « ABEILLE » est décernée aux personnes ci-après :

-Commandant Loic HUMBLLOT, Directeur de l'Instruction de l'Ecole de maintien de la paix de Koulikoro.

-Commandant Jean Philippe NOURR, Instructeur permanent et professeur de groupe à l'Ecole d'Etat Major de Koulikoro ;

-Major Jean Michel PIETROPAOLI, Adjoint au chef du Département de Coordination Militaire ;

-Major Eric HERVE, Instructeur permanent et Directeur de stage de l'Ecole d'Administration de Koulikoro ;

-Adjudant Daniel LAURET, Chef de Section Fonds de la Coopération Militaire.

**ARTICLE 3 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**DECRET N°04-216/P-RM du 21 juin 2004 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE À TITRE POSTHUME.**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret n°194/PG-RM du 17 septembre 1963 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu le Décret n°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux.

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Alkaly KEITA, Secrétaire Exécutif de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau est élevé au grade de CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MALI à titre Posthume.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

-----

**DECRET N°04-217/P-RM DU 21 JUIN 2004 PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET DU MINISTRE DE LA SANTE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Hamédy SIMAGA** N°Mle 908-76-X, Inspecteur des Services Economiques, est nommé **Chef de Cabinet du Ministre de la Santé.**

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Santé,**  
**Madame MAIGA Zeïnab Mint YOUBA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-218/P-RM DU 21 JUIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR**  
**NATIONAL DE LA SANTE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°01-020/P-RM du 20 mars 2001 portant création de la Direction Nationale Santé ;

Vu le Décret N°01-219/P-RM du 24 mai 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Santé ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Mamadou Souncalo TRAORE** N°Mle 457-70-E, Médecin, est nommé **Directeur National de la Santé.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Santé,**  
**Madame MAIGA Zeïnab Mint YOUBA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-219/P-RM DU 21 JUIN 2004**  
**PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE**  
**L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**  
**PROFESSIONNELLE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au **Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle** en qualité de :

**I-SECRETARE GENERAL :**

-Monsieur **Lamissa DIABATE** N°Mle 430-89-B, Professeur d'Enseignement Supérieur ;

**II-CHEF DE CABINET :**

-Monsieur **Cheick Fanta Mady TRAORE** N°Mle 0114-216-R, Professeur d'Enseignement Secondaire ;

**III-CONSEILLERS TECHNIQUES :**

-Madame **Mariame DEMBELE** N°Mle 440-00-A, Ingénieur des Eaux et Forêts ;

-Monsieur **Moussa MACALOU** N°Mle 456-73-H, Planificateur ;

-Monsieur **Soumana SATAO** N°Mle 793-30-V, Administrateur du Travail et de la Sécurité Sociale ;

-Monsieur **Salifou SAMAKE** N°Mle 225-63-X, Planificateur.

**IV-CHARGE DE MISSION :**

-Monsieur **Fadiala SOUMANO**, Juriste ;

**V-ATTACHE DE CABINET :**

-Monsieur **Abdel Rahamane SY**, Comptable.

**VI-SECRETARE PARTICULIER :**

-Monsieur **Fousseïni TRAORE** N°Mle 0109-158-T, Secrétaire d'Administration.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Emploi  
et de la Formation Professionnelle,**  
**Madame DIALLO M'Bodji SENE**

**Le Ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-220/P-RM DU 21 JUIN 2004  
PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DU  
PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au **Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire** en qualité de :

**III-CHEF DE CABINET :**

-Monsieur **Moussa Soussin DEMBELE** N°Mle 124-55-M, Professeur d'Enseignement Sécondaire ;

**II-CONSEILLERS TECHNIQUES :**

-Monsieur **Inhaye AG MOHAMED** N°Mle 925-96-W, Inspecteur des Services Economiques ;

-Monsieur **Alikaou DIARRA** N°Mle 232-56-N, Ingénieur de la Statistique ;

-Monsieur **Youssouf MAIGA** N°Mle 0104-761-X, Ingénieur de la Statistique.

**III-CHARGE DE MISSION :**

-Monsieur **Boubacar MACALOU**, Ingénieur des Sciences Appliquées.

**IV-ATTACHE DE CABINET :**

-Monsieur **Sory Ibrahima SOUMARE**, Comptable Gestionnaire.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre du Plan**  
**et de l'Aménagement du Territoire,**  
**Marimantia DIARRA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-221/P-RM DU 21 JUIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR**  
**ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE**  
**DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU**  
**TERRITOIRE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°88-047 du 5 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Abdoulaye SEMEGA** N°Mle 737-21-J, Inspecteur du Trésor, est nommé **Directeur Administratif et Financier du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire.**

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**  
**Le Ministre du Plan**  
**et de l'Aménagement du Territoire,**  
**Marimantia DIARRA**  
**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-222/P-RM DU 21 JUIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DU**  
**CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION**  
**POUR L'INDUSTRIE TEXTILE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements Publics à caractère Scientifique, Technologique ou Culturel ;

Vu la Loi N°04-003 du 14 janvier 2004 portant création du Centre de Recherche et de Formation pour l'Industrie Textile ;

Vu le Décret N°04-061/P-RM du 4 mars 2004 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre de Recherche et de Formation pour l'Industrie Textile ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°04-146/P-RM du 13 mai 2004 fixant les intérim des membres du Gouvernements ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES ;**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Djibrilla Chahanassou MAIGA** N°Mle 929-37-C, Professeur d'Enseignement Supérieur, est nommé **Directeur du Centre de Recherche et de Formation pour l'Industrie Textile (CERFITEX)**

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Ministre de l'Industrie**  
**et du Commerce par intérim,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

**DECRET N°04-223/P-RM DU 21 JUIN 2004**  
**PORTANT ABROGATION DU DECRET N°02-580/**  
**P-RM DU 16 DECEMBRE 2002 PORTANT**  
**NOMINATIONS AU CABINET DU MINISTRE**  
**DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE**  
**CHARGE DE LA REFORME DE L'ETAT ET DES**  
**RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les dispositions du décret N°02-580/P-RM du 16 décembre 2002 portant nominations au Cabinet du Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Réforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions sont abrogées.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Fonction Publique,**  
**de la Réforme de l'Etat**  
**et des Relation avec les Institutions,**  
**Badi Ould GANFOUD**

-----  
**DECRET N°04-224/P-RM DU 21 JUIN 2004 FIXANT**  
**L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE**  
**FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION**  
**NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU**  
**DEVELOPPEMENT.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;



Vu l'Ordonnance N°04-007/P-RM du 25 mars 2004 portant création de la Direction Nationale de la Planification du Développement ;

Vu le Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai portant nomination des membres du Gouvernement ;

## **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

### **DECRETE :**

#### **CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Planification du Développement.

#### **CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION**

##### **SECTION I : DE LA DIRECTION**

**Article 2** : La Direction Nationale de la Planification du Développement est dirigée par un Directeur National nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de la Planification du Développement.

**Article 3** : Le Directeur National de la Planification du Développement est chargé, sous l'autorité du Ministre chargé de la Planification du Développement, de diriger, de programmer, de coordonner et de contrôler les activités du service.

**Article 4** : Le Directeur National de la Planification du Développement est secondé et assisté d'un Directeur National Adjoint qui le remplace de plein droit en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur National Adjoint est nommé par arrêté du Ministre chargé de la Planification du Développement. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

##### **SECTION II : DES STRUCTURES**

**Article 5** : La Direction Nationale de la Planification du Développement comprend :

-en staff le Centre de Documentation et de Communication et cinq (5) divisions :

- la Division Prospective et Planification Stratégique ;
- la Division Prévision Analyse Economique ;

- la Division Evaluation, Programmation et Suivi des Investissements ;

- la Division Planification Régionale et Locale ;

- la Division Planification des Ressources Humaines.

Le Centre de Documentation et de Communication a rang de division.

**Article 6** : Le Centre de Documentation et de Communication est chargé de :

- collecter, centraliser, traiter et diffuser la documentation et l'information relatives au développement économique, social et culturel ;

- élaborer et mettre en œuvre une stratégie de Communication sur la Planification du Développement ;

- coordonner les activités techniques des services de documentation et des archives en matière de planification et de gestion du développement.

**Article 7** : La Division Prospective et Planification Stratégique est chargée de :

- déterminer, sur une base participative, une vision à long terme et des scénarios de développement du pays ;

- définir les grandes orientations stratégiques de développement à long terme du pays ;

- suivre et évaluer la réalisation de la vision prospective de la Nation, des orientations stratégiques et des actions de développement à long terme ;

- réunir les éléments nécessaires à l'élaboration du plan stratégique de développement à moyen terme ;

- appuyer l'élaboration des stratégies sectorielles de développement et veiller à leur mise en cohérence globale ;

- élaborer en rapport avec les commissions nationales de planification, les politiques, plans et programmes de développement.

**Article 8** : La Division Prospective et Planification Stratégique comprend deux (2) sections :

- la Section Prospective ;

- la Section Planification Stratégique.

**Article 9** : La Division Prévision et Analyse Economique est chargée de :

- élaborer les prévisions macro-économiques globales ;

- assurer le cadrage macro-économique des programmes de développement ;

- élaborer les simulations des mesures de politiques économiques dans le cadre des budgets économiques ;
- assurer le suivi de l'environnement et procéder à l'analyse économique ;
- suivre les programmes d'ajustement et de réformes macro-économiques ;
- animer les travaux de modélisation macro-économique ;
- participer à l'élaboration des Indicateurs de la Surveillance Multilatérale.

**Article 10** : La Division Prévision et Analyse Economique comprend deux (2) sections :

- la Section Prévisions Macro-économiques ;
- la Section Suivi Environnement et Analyse.

**Article 11** : La Division Evaluation, Programmation, Suivi des Investissements est chargée de :

- élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer le Programme d'Investissements Publics et le Budget Spécial d'Investissements et d'Equipement de l'Etat ;
- appuyer l'identification, la préparation, le suivi et l'évaluation des projets ;
- suivre la mise en place des contreparties nationales des projets financés sur ressources extérieures ;
- participer à la coordination et au suivi de la gestion des aides extérieures ;
- participer à la coordination de l'étude et du traitement des requêtes relatives à la coopération économique et financière ;
- participer à l'exploitation des possibilités d'élargissement et d'intensification de la coopération économique et financière entre le Mali et ses partenaires extérieurs ;
- appuyer la gestion et le suivi systématique de tous les accords et conventions de coopération économique et financière suivant les priorités dégagées par la planification du développement ;
- élaborer un rapport annuel sur la coopération économique et financière avec les partenaires extérieurs.

**Article 12** : La Division Evaluation, Programmation et Suivi des Investissements comprend trois (3) sections :

- la Section Programmation des Investissements ;
- la Section Financement des Investissements ;
- la Section Suivi/Evaluation des Investissements.

**Article 13** : La Division Planification Régionale et Locale est chargée de :

- veiller à la cohérence des politiques et stratégies de développement régional et local avec celles définies au niveau national ;
- appuyer l'élaboration des outils et instruments de planification régionale et locale et veiller à leur mise en œuvre ;
- promouvoir et coordonner le développement régional et local dans le contexte de la décentralisation.

**Article 14** : La Division Planification Régionale et Locale comprend deux (2) sections :

- la Section Développement Régional et Local ;
- la Section Méthodes, Etudes et Recherches.

**Article 15** : La Division Planification des Ressources Humaines est chargée de :

- évaluer et exprimer les besoins en personnel de l'économie nationale et définir les moyens par lesquels l'Etat répondra à ces besoins ;
- évaluer les emplois résultant des Plans, Programmes et Projets de développement et veiller à l'adaptation de la formation aux besoins du développement ;
- contribuer à l'établissement des indicateurs facilitant l'interaction entre le système de formation et le développement ;

**Article 16** : La Division Planification des Ressources Humaines comprend deux (2) sections :

- la Section Formation, Emploi et Perfectionnement ;
- la Section Assistance Technique.

**Article 17** : Le Centre et les Divisions sont dirigés respectivement par un chef de centre et des Chefs de division nommés par arrêté du Ministre chargé de la Planification du Développement sur proposition du Directeur National de la Planification du Développement.

Les sections sont dirigées par des chefs de section nommés par décision du Ministre chargé de la Planification du Développement sur proposition du Directeur National de la Planification du Développement.

**Article 18** : La Direction Nationale de la Planification du Développement est représentée :

- au niveau des Régions et du District de Bamako par les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de Population ;
- au niveau des Cercles par des Services Locaux de Planification, de Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de Population ;

-au niveau de la Commune ou d'un groupe de Communes par des Cellules de Planification, de Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de Population.

### **CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT**

#### **SECTION I : DE L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DU SERVICE**

**Article 19 :** Sous l'autorité du Directeur National, les chefs de division préparent les études techniques et les programmes d'action concernant les matières relevant de leur domaine de compétence, procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre, coordonnent et contrôlent les activités des sections.

**Article 20 :** Les chefs de sections fournissent aux chefs de divisions, les éléments d'information indispensables à l'élaboration des études techniques et des programmes d'action, procèdent à la rédaction des directives et instructions de service concernant leur domaine de compétence.

**Article 21 :** Un arrêté du Ministre chargé de la Planification du Développement fixe, en tant que de besoin, le détail de l'organisation et du fonctionnement de la Direction Nationale de la Planification du Développement.

#### **SECTION II : DE LA COORDINATION ET DU CONTROLE**

**Article 22 :** L'activité de coordination de la Direction Nationale de la Planification du Développement s'exerce sur les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de Population, les Cellules de Planification et de Statistique des départements ministériels, en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des outils et des instruments de planification du développement.

L'activité de contrôle de la Direction Nationale de la Planification du Développement s'exerce sur les services régionaux et, le cas échéant, sur les services sub-régionaux, chargés de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de planification du développement par :

- un pouvoir d'instruction préalable sur le contenu des décisions à prendre et des actions à accomplir ;
- un droit d'intervention a posteriori sur les décisions consistant en l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de formulation et d'annulation.

### **CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Article 23 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 143/PG- RM du 25 juin 1984 portant organisation et fonctionnement de la Direction Nationale de la Planification.

**Article 24 :** Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions et le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,  
Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre du Plan  
et de l'Aménagement du Territoire,  
Marimantia DIARRA**

**Le Ministre de l'Administration Territoriale  
et des Collectivités Locales,  
Kafougouna KONE**

**Le Ministre de la Fonction Publique,  
de la Réforme de l'Etat et des Relations  
avec les Institutions,  
Badi Ould GANFOUD  
Le Ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Abou-Bakar TRAORE**

-----  
**DECRET N°04-225/P-RM DU 21 JUIN 2004 FIXANT  
L' ORGANISATION ET LES MODALITES DE  
FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION  
NATIONALE DE LA POPULATION.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N° 94-009 du 22 Mars 1994 portant principes fondamentaux de la Création, de l'Organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N° 02-048 du 22 Juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°04-010 du 25 mars 2004 portant création de la Direction Nationale de la Population ;

Vu le Décret N°204/P- RM du 21 Août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°04- 140/P- RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P- RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

## **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

### **DECRETE :**

#### **CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Population.

#### **CHAPITRE II : DE L' ORGANISATION**

##### **SECTION I : DE LA DIRECTION**

**Article 2 :** La Direction Nationale de la Population est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de la Politique de Population.

**Article 3 :** Le Directeur National de la Population est chargé, sous l'autorité du Ministre chargé de la Politique de Population, de diriger, programmer, animer, coordonner et contrôler les activités du service.

**Article 4 :** Le Directeur National de la Population est secondé et assisté par un Directeur Adjoint qui le remplace, de plein droit, en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Adjoint est nommé par arrêté du Ministre chargé de la Politique Nationale de Population. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

##### **SECTION II : DES STRUCTURES**

**Article 5 :** La Direction Nationale de la Population comprend un Centre de documentation placé en staff et quatre (4) divisions :

- la Division Etudes et Recherches ;
- la Division Programmes ;
- la Division Suivi- Evaluation ;
- la Division Formation et Communication.

Le Centre de Documentation a rang de division.

**Article 6 :** Le Centre de Documentation est chargé d'identifier, de collecter et de gérer la documentation en matière de population.

**Article 7 :** La Division Etudes et Recherches est chargée de:

- élaborer un programme annuel d'études et de recherches en matière de population pour l'élaboration des indicateurs de population et pour le système de suivi;
- mener des études, analyses et projections démographiques ;

- suivre les indicateurs de mouvement de la population ;
- identifier et analyser périodiquement les problèmes nouveaux et émergents de population en vue de l'actualisation de la politique nationale en la matière ;

- centraliser et analyser les informations et statistiques dans le domaine de la Population.

**Article 8 :** La Division Etudes et Recherches comprend deux (2) sections :

- la Section Socio-Démographie et Culture;
- la Section Démo-Economie.

**Article 9 :** La Division Programmes est chargée de :

- élaborer les projets et/ou programmes de population ;
- participer à l'élaboration des politiques et programmes sectoriels dans le domaine de la Population ;
- veiller à la prise en compte des questions de population dans les programmes de développement.

**Article 10 :** La Division Programmes comprend deux (2) sections :

- la Section Programmation ;
- la Section Intégration de la variable population.

**Article 11 :** La Division Formation et Communication est chargée de :

- identifier les besoins de formation en matière de population ;
- élaborer et mettre en œuvre des plans annuels de formation ;
- élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication ;
- établir le bilan annuel des activités de formation et de communication ;
- créer un fichier- répertoire des compétences nationales dans le domaine de la Population en relation avec la division Suivi- Evaluation ;
- coordonner la production du bulletin d'information sur la population.

**Article 12 :** La Division Formation et Communication comprend deux (2) sections :

- Section Formation ;
- Section Communication.

**Article 13 :** La Division Suivi- Evaluation est chargée de :

- élaborer et mettre en œuvre un mécanisme de coordination des programmes et projets de population ;
- mettre en place et gérer une base de données pour le suivi de la mise en œuvre de la politique de population ;
- produire un rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique nationale de Population ;
- publier le tableau de bord.

**Article 14 :** La Division Suivi- Evaluation comprend deux (2) sections :

- la Section Système de Suivi- Evaluation ;
- la Section Base de Données.

**Article 15 :** Le Centre de Documentation et les divisions sont dirigés respectivement par un chef de centre et des chefs de division, nommés par arrêté du Ministre chargé de la politique de population sur proposition du Directeur National de la Population.

Les sections sont dirigées par des chefs de section nommés par décision du Ministre chargé de la politique de population, sur proposition du Directeur National de la Population.

**Article 16 :** La Direction Nationale de la Population est représentée :

-au niveau des régions et du District de Bamako par les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;

-au niveau des cercles, par les services locaux de Planification, de Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;

-au niveau de la commune ou d'un groupe de communes par les Cellules de Planification, de Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

### **CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT**

#### **SECTION I : DE L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DU SERVICE**

**Article 17 :** Sous l'autorité du Directeur National, les Chefs de division préparent les études et les programmes d'actions concernant les domaines relevant de leur compétence, procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre, coordonnent et contrôlent les activités des sections.

**Article 18 :** Les Chefs de Section fournissent aux Chefs de Division les éléments d'information nécessaires à l'élaboration des études, des stratégies et politiques en matière de Population, au suivi et à l'évaluation des projets et programmes de Population.

#### **SECTION II : DE LA COORDINATION ET DU CONTROLE**

**Article 19 :** L'activité de coordination de la Direction Nationale de la Population s'exerce sur les services régionaux, sub-régionaux et autres structures impliqués dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population.

L'activité de contrôle de la Direction Nationale de la Population s'exerce sur les services régionaux, sub-régionaux chargés de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population par :

- un pouvoir d'instruction préalable sur le contenu des décisions à prendre et des activités à accomplir ;

- un droit d'intervention a posteriori sur les décisions consistant en l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de reformulation et d'annulation.

**Article 20 :** Un arrêté du ministre chargé de la politique nationale de population fixe, en tant que de besoin, le détail de l'organisation et du fonctionnement de la Direction Nationale de la Population

### **CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Article 21 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret N°01-220/PM-RM du 24 Mai 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule Nationale de Coordination des Programmes de Population.

**Article 22** : Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre du Plan**  
**et de l'Aménagement du Territoire,**  
**Marimantia DIARRA**

**Le Ministre de l'Administration**  
**Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

**Le Ministre de la Fonction Publique,**  
**de la Réforme de l'Etat et des Relations**  
**avec les Institutions,**  
**Badi Ould GANFOUD**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-226/P-RM DU 21 JUIN 2004 FIXANT  
L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE  
FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION  
NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N° 02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°04-009/P-RM du 25 mars 2004 portant création de la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire.

**CHAPITRE I : DE L'ORGANISATION**

**SECTION I : DE LA DIRECTION**

**Article 2** : La Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire.

**Article 3** : Le Directeur National de l'Aménagement du Territoire est chargé, sous l'autorité du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, de diriger, coordonner, animer et contrôler les activités du service.

**Article 4** : Le Directeur National de l'Aménagement du Territoire est secondé et assisté par un Directeur Adjoint qui le remplace de plein droit en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Adjoint est nommé par arrêté du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

**SECTION II : DES STRUCTURES**

**Article 5** : La Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire comprend un centre de documentation placé en staff et quatre (4) divisions :

- la Division Politiques d'Aménagement du Territoire ;
- la Division Cartographie ;
- la Division Formation et Communication ;
- la Division Suivi-Evaluation.

Le Centre de Documentation a rang de division.

**Article 6** : Le Centre de Documentation est chargé de :  
-alimenter la base de données sur l'aménagement du territoire ;

-gérer la documentation.

**Article 7** : La Division Politiques d'Aménagement du Territoire est chargée de :

-élaborer les éléments de la politique nationale d'aménagement du territoire et veiller à leur application ;

-élaborer et mettre en œuvre le schéma national d'aménagement du territoire sur la base de grands pôles d'activités propres à assurer le développement et les équilibres territoriaux sur les plans démographique, économique et environnemental ;

-appuyer, coordonner et superviser l'élaboration et la mise en œuvre des schémas d'aménagement du territoire aux niveaux régional et local ;

-appuyer l'élaboration des schémas directeurs d'urbanisme des villes, veiller à leur mise en œuvre et procéder à leur harmonisation ;

-réviser périodiquement les Schémas d'Aménagement du Territoire à tous les niveaux ;

-effectuer toutes les études spécifiques rentrant dans la problématique d'Aménagement du Territoire.

**Article 8** : La Division Politiques d'Aménagement du Territoire comprend deux sections :

- la Section Législation et Réglementation ;
- la Section Politiques Sectorielle et Spatiale.

**Article 9** : La Division Cartographie est chargée de :

-mettre en place et gérer un système d'information géographique sur l'aménagement du territoire ;

-concevoir, en rapport avec les services compétents, les cartes thématiques et de synthèse en matière d'aménagement du territoire ;

-vulgariser l'outil cartographique au profit des structures et institutions d'aménagement du territoire ;

-alimenter et gérer la cartographie thématique ;  
-traiter les données cartographiques.

**Article 10** : La Division Cartographie comprend deux sections :

- la Section Cartographie ;
- la Section Système d'Information Géographique.

**Article 11** : La Division Formation et Communication est chargée de :

- identifier les besoins en formation des acteurs dans les domaines de l'aménagement du territoire ;

- élaborer et mettre en œuvre des plans de formation et de communication ;

-suivre et évaluer l'impact de la formation et de la communication en rapport avec la Division Suivi-Evaluation.

**Article 12** : La Division Formation et Communication comprend deux sections :

- la Section Formation ;
- la Section Communication.

**Article 13** : La Division Suivi-Evaluation est chargée de :

- définir et mettre en œuvre un dispositif de suivi-évaluation à buts multiples ;

-élaborer les outils de suivi-évaluation aux plans sectoriel et spatial ;

-assurer la mise en œuvre et le suivi -évaluation du schéma national d'aménagement du territoire, des schémas régionaux et locaux d'aménagement et de développement du territoire ainsi que des schémas sectoriels et urbains ;

-appuyer les structures en charge de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des plans et programmes de développement régional et local.

**Article 14** : La Division Suivi- Evaluation comprend deux sections :

- la Section Suivi- Evaluation ;
- la Section Normes.

**Article 15** : Le Centre et les Divisions sont dirigés respectivement par un chef de centre et par des chefs de division nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire sur proposition du Directeur National de l'Aménagement du Territoire.

**Article 16** : Les Sections sont dirigées par des Chefs de section nommés par décision du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire sur proposition du Directeur National de l'Aménagement du Territoire.

**Article 17** : La Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire est représentée :

-au niveau des régions et du District de Bamako par les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;

-au niveau des cercles par des services locaux de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;

-au niveau de la commune ou un groupe de communes par des cellules de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

**Article 18 :** Un arrêté du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, fixe en tant que de besoin, le détail de l'organisation et du fonctionnement de la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire.

### **CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT**

#### **SECTION I : DE L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DU SERVICE**

**Article 19 :** Sous l'autorité du Directeur National, les Divisions préparent les études techniques et les programmes d'action concernant les matières relevant de leur domaine de compétence, procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre, coordonnent et contrôlent les activités des sections.

**Article 20 :** Les Chefs de Sections fournissent aux Chefs de Divisions les éléments d'information indispensables à l'élaboration des études techniques et des programmes d'action, procèdent à la rédaction des directives et instructions du service concernant leur domaine de compétence.

#### **SECTION II : DE LA COORDINATION ET DU CONTROLE**

**Article 21 :** L'activité de coordination de la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire s'exerce sur les services régionaux impliqués dans la mise en œuvre de la politique nationale d'aménagement du territoire.

L'activité de contrôle de la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire s'exerce sur les services régionaux et sub-régionaux chargés de la mise en œuvre de la politique nationale d'aménagement du territoire par :

- un pouvoir d'instruction préalable sur le contenu des décisions à prendre et des activités à accomplir ;
- un droit d'intervention a posteriori sur les décisions consistant en l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de reformulation et d'annulation.

### **CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Article 22 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret 00-541/P-RM du 1<sup>er</sup> novembre 2000 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Mission d'Aménagement du Territoire.

**Article 23 :** Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE.**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire,**  
**Marimantia DIARRA**

**Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

**Le Ministre de la Fonction Publique, de la Reforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions,**  
**Badi Ould GANFOUD**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----  
**DECRET N° 04-227/P-RM DU 21 JUIIN 2004 FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi 94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics modifiée par la Loi N°02-048 du 27 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°04-008/P-RM du 25 mars 2004 portant création de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique ;

Vu Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;



Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

## STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

### DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

### CHAPITRE I : DE L'ORGANISATION

#### Section 1 : De la Direction :

**Article 2** : La Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de la Statistique et de l'Informatique.

**Article 3** : Le Directeur National de la Statistique et de l'Informatique est chargé, sous l'autorité du Ministre chargé de la Statistique et de l'Informatique, de diriger, de programmer, de coordonner et de contrôler les activités du service.

**Article 4** : Le Directeur est secondé et assisté d'un Directeur Adjoint qui le remplace de plein droit en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Adjoint est nommé par Arrêté du Ministre chargé de la Statistique et de l'Informatique. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

#### Section 2 : Des Structures :

**Article 5** : La Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique comprend :

- en staff : un Centre de Documentation ;
- cinq (5) divisions :

- la Division Synthèse Economique et suivi de la conjoncture ;

- la Division Méthodes et Analyse Statistique ;
- la Division Statistiques démographiques ;
- la Division Statistiques Courantes ;
- la Division Informatique.

Le Centre de Documentation a rang de division.

**Article 6** : Le Centre de Documentation est chargé de :

- constituer un fonds documentaire sur les études démographiques, statistiques et économiques ;

- mettre à la disposition des organismes publics et privés les informations statistiques et informatiques ;

- procéder à la publication des bulletins périodiques et revues statistiques ;

- centraliser les statistiques produites par les départements sectoriels et les services statistiques étrangers ;

- procéder à la diffusion des informations statistiques.

**Article 7** : La Division Synthèse Economique et suivi de la Conjoncture est chargée de :

- entreprendre toutes études et recherches méthodologiques sur la comptabilité et les agrégats macro-économiques ;

- élaborer les comptes économiques ;

- suivre l'évolution de la conjoncture économique et élaborer les prévisions des comptes économiques ;

- participer à toutes enquêtes dans les domaines de l'industrie, du commerce et des services ;

- centraliser l'information sur les prix.

**Article 8** : La Division Synthèse Economique et Suivi de la Conjoncture comprend trois (3) sections :

- la Section Comptes Economiques et Prévisions ;

- la Section Conjoncture Economique ;

- la Section Etudes Macro Economiques et Synthèse.

**Article 9** : La Division Méthodes et Analyse Statistique est chargée de :

- élaborer les méthodes et outils de collecte et d'exploitation des enquêtes statistiques ;

- entreprendre toutes études et recherches en vue d'améliorer les outils et méthodes statistiques ;

- réaliser toutes enquêtes statistiques agricoles, socio-économiques industrielles, commerciales et de services ;

- veiller à l'harmonisation des techniques utilisées ;

- traiter et analyser les résultats des enquêtes statistiques ;

- contribuer à la formation et au recyclage du personnel du système statistique dans le domaine de la production et de l'analyse statistique ;

- promouvoir des relations de coopération avec les services et organismes nationaux et étrangers de statistiques pour la conception des méthodes statistiques ;

- examiner les demandes d'enquêtes et délivrer le visa statistique.

**Article 10** : La Division Méthodes et Analyse Statistique comprend deux (2) sections :

- la Section Etudes et Recherches ;

- la Section Méthodes.

**Article 11** : La Division Statistiques Démographiques est chargée de :

- préparer et réaliser le recensement général de la population et de l'habitat ;

- appuyer les Cellules de Planification et de Statistique dans les enquêtes sectorielles ;

- préparer et réaliser des enquêtes démographiques ;
- actualiser la base de sondage issue des recensements ;
- centraliser et analyser les statistiques de l'état civil.

**Article 12** : La Division Statistiques Démographiques comprend deux (2) sections :

- la Section Recensement et Enquêtes Démographiques ;
- la Section Etat Civil.

**Article 13** : La Division Statistiques Courantes est chargée de :

- veiller à la cohérence des informations statistiques produites par les services statistiques nationaux ;

- suivre l'évolution des revenus et dépenses des ménages ;
- collecter, vérifier et mettre à la disposition des utilisateurs des informations statistiques sur les activités des administrations et des entreprises ;

- procéder à l'établissement des bulletins et annuaires statistiques et des statistiques douanières ;

- participer à l'immatriculation des personnes physiques et morales ;

- procéder à l'établissement de l'indice des prix.

**Article 14** : La Division Statistiques Courantes comprend deux (2) sections :

- la Section Etudes et Informations Sociales ;
- la Section Suivi des Conditions de Vie des Ménages.

**Article 15** : La Division Informatique est chargée de :

- élaborer et mettre en œuvre le Schéma Directeur Informatique ;

- concevoir et développer des applications informatiques ;
- veiller à l'harmonisation des standards technologiques, matériels et logiciels ;

- effectuer toutes études et analyses informatiques pour les services et organismes publics et privés ;

- participer à la mise en place de systèmes automatisés ;
- appuyer les services et organismes publics pour la mise en place de système informatique ;

- gérer le parc informatique, les bases de données et les réseaux internet de la Direction ;

- contribuer à l'exploitation des données issues des enquêtes et recensements ;

- appuyer les services publics pour la conception, la réalisation et la gestion de leurs bases de données.

**Article 16** : La Division Informatique comprend trois (3) sections :

- la Section Etudes, Méthodes Informatiques et Organisation ;

- la Section Exploitation et Maintenance ;
- la Section Formation et Assistance.

**Article 17** : Le Centre de Documentation et les Divisions sont dirigés respectivement par un chef de centre et des chefs division respectivement par un chef de centre et des chefs division nommés par arrêté du Ministre chargé de la Statistique et de l'Informatique sur proposition du Directeur National de la Statistique et de l'Informatique.

Les Sections sont dirigées par des chefs de section nommés par décision du Ministre chargé de la Statistique et de l'Informatique sur proposition du Directeur National de la Statistique et de l'Informatique.

**Article 18** : La Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique est représentée :

- au niveau des Régions et du District de Bamako par les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de Population ;

- au niveau des Cercles par les services locaux de Planification, de Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de Population ;

- au niveau de la Commune ou d'un groupe de Communes par les Cellules de Planification, de Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de Population.

## **CHAPITRE II : DU FONCTIONNEMENT**

### **Section 1 : De l'Elaboration de la Politique du Service :**

**Article 19** : Sous l'autorité du Directeur National, les chefs de division préparent les études techniques, les programmes d'action concernant les matières relevant de leur domaine de compétence, procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre, coordonnent et contrôlent les activités des sections.

**Article 20** : Les chefs de section fournissent aux chefs de division les éléments d'information indispensables à l'élaboration des études techniques et des programmes d'action, procèdent à la rédaction des directives et instructions du service concernant leur domaine de compétence.

**Section 2 : De la Coordination et du Contrôle :**

**Article 21 :** L'activité de coordination de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique s'exerce sur tous les services chargés de la mise en œuvre de la politique nationale de la statistique et de l'informatique.

L'activité de contrôle de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique s'exerce sur les services régionaux et, le cas échéant, sur les services subrégionaux chargés de la mise en œuvre de la politique nationale de statistique et de l'informatique par :

-un pouvoir d'instruction préalable sur le contenu des décisions à prendre et des actions à accomplir ;

-un droit d'intervention a posteriori sur les décisions consistant en l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de reformulation et d'annulation.

**Article 22 :** Un arrêté du Ministre chargé de la Statistique et de l'Informatique fixe le détail de l'organisation et du fonctionnement de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique en tant que de besoin.

**CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Article 23 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le Décret N°144/PG-RM du 25 Juin 1984 portant organisation et fonctionnement de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

**Article 24 :** Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions, le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités locales et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire,**  
**Marimantia DIARRA**

**Le Ministre de la Fonction Publique,**  
**de la Réforme de l'Etat et des Relations**  
**avec les Institutions,**

**Badi Ould GANFOUD**

**Le Ministre de l'Administration**  
**Territoriale et des collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

**DECRET N°04-228/P-RM DU 21 JUIN 2004**  
**PORTANT RETRAIT D'EMPLOI PAR MISE EN**  
**NON ACTIVITE D'UN OFFICIER DES FORCES**  
**ARMEES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution;

Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 portant statut général des militaires ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Procès verbal S/N° du conseil d'enquête en date du 4 mai 2004 ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Capitaine **Magnan DIAKITE** de l'Armée de Terre, précédemment en service à la Direction Générale de l'Equipement des Armées, est mis en non activité pour une durée de trois (3) mois pour faute grave contre la discipline.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

-----

**DECRET N°04-229/P-RM DU 29 JUIN 2004**  
**PORTANT DESIGNATION D'UN OBSERVATEUR A**  
**LA MISSION DES NATIONS UNIES EN**  
**REPUBLIQUE DU LIBERIA.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution;

Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 portant statut général des militaires ;

Vu l'Ordonnance N°99-045/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant organisation générale de la Défense Nationale, ratifiée par la Loi N°99-050 du 28 décembre 1999 ;

Vu le Décret N°97-077/P-RM du 12 février 1997 réglementant l'envoi d'observateurs et de contingents maliens dans le cadre des missions internationales de maintien de la paix ou à caractère humanitaire ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Capitaine **Oumarou MAIGA** est désigné **Observateur à la Mission des Nations Unies en République du Libéria.**

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Défense**  
**et des Anciens Combattants,**  
**Mamadou Clazié CISSOUMA**

**Le Ministre des Affaires Etrangères et**  
**de la Coopération Internationale,**  
**Moctar OUANE**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-230/P-RM DU 29 JUIIN 2004**  
**PORTANT ABROGATION DE NOMINATIONS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE:**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les dispositions des décrets ci-après sont abrogées :

-Décret N°02-617/P-RM du 30 décembre 2002 portant nominations au Cabinet du Ministre Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale chargé des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine ;

-Décret N°02-563/P-RM du 9 décembre 2002 portant nominations au Cabinet du Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé ;

-Décret N°02-594/P-RM du 2.0 décembre 2002 portant nominations au Cabinet du Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé du Plan ;

-Décret N°02-547/P-RM du 3 décembre 2002 portant nominations au Cabinet du Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Equipement et des Transports chargé des Transports.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre du Plan**  
**et de l'Aménagement du Territoire,**  
**Marimantia DIARRA**

**Le Ministre des Affaires Etrangères et**  
**de la Coopération Internationale,**  
**Moctar OUANE**

**Le Ministre de la Promotion**  
**des Investissements et des Petites**  
**et Moyennes Entreprises,**  
**Ousmane THIAM**

**Le Ministre de l'Equipement**  
**et des Transports**  
**Abdoulaye KOÏTA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-231/P-RM DU 29 JUIIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR**  
**ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE**  
**DE LA SANTE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°88-047 du 5 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Adama Yacouba TOURE** N°Mle 430-47-D, Inspecteur des Services Economiques, est nommé **Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Santé.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Santé,**  
**Madame MAIGA Zeïnab Mint YOUBA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-232/P-RM DU 29 JUIIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE**  
**MISSION AU MINISTERE DE LA SANTE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Mamadou Basséry BALLO** N°Mle 430-58-R, Inspecteur des Services Economiques, est nommé **Chargé de Mission au Ministère de la Santé.**

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Santé,**  
**Madame MAIGA Zeïnab Mint YOUBA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-233/P-RM DU 29 JUIIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU PRESIDENT**  
**DIRECTEUR GENERAL DE LA PHARMACIE**  
**POPULAIRE DU MALI.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°93-032 du 11 juin 1993 portant création de la Pharmacie Populaire du Mali ;

Vu le Décret N°93-240/P-RM du 14 juillet 1993 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Pharmacie Populaire du Mali ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES ;**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Madame **YATTASSAYE Aïcha GUINDO** N°Mle 1180, Docteur en Pharmacie, est nommée **Président Directeur Général de la Pharmacie Populaire du Mali.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Santé,**  
**Madame MAIGA Zeïnab Mint YOUBA,**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-234/P-RM DU 29 JUIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DE LA**  
**CELLULE DE PLANIFICATION ET DE**  
**STATISTIQUE DU MINISTERE DE LA SANTE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°92-052/P-CTSP du 5 juin 1992 portant création des Cellules de Planification et de Statistique des départements ministériels ;

Vu le Décret N°99-088/P-RM du 27 avril 1999 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de la Santé ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES ;**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Salif SAMAKE** N°Mle 490-06-G, Médecin, est nommé **Directeur de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de la Santé.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Santé,**  
**Madame MAIGA Zeïnab Mint YOUBA,**  
**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-235/P-RM DU 29 JUIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR**  
**ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE**  
**DE LA JUSTICE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°88-047 du 5 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

##### DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Nama Bakou CISSOKO** N°Mle 763-73-T, Administrateur Civil, est nommé **Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Justice**.

**Article 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Madame Fanta SYLLA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-236/P-RM DU 29 JUIN 2004**  
**PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE LA**  
**JUSTICE.**

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

##### DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au **Ministère de la Justice** en qualité de :

#### IV-SECRETAIRE GENERAL :

-Monsieur **Ousmane TRAORE** N°Mle 287-93-K, Magistrat ;

#### V-CHEF DE CABINET :

-Monsieur **Amady Tamba CAMARA** N°Mle 267-49-E, Magistrat ;

#### III-CONSEILLERS TECHNIQUES :

-Monsieur **Brahima Mamadou DIALLO** N°Mle 347-95-H, Magistrat ;

-Monsieur **Koutan BERTE** N°Mle 308-02-C, Magistrat ;

-Monsieur **Badou Hasseye TRAORE** N°Mle 904-42-H, Magistrat ;

-Monsieur **Cheick Mohamed Chérif KONE** N°Mle 797-85-G, Magistrat ;

-Monsieur **Boubacar Sidiki DIARRAH** N°Mle 939-61-E, Magistrat.

#### V-CHARGES DE MISSION :

-**Lieutenant de Gendarmerie Boubacar MARIKO** ;

-Monsieur **Abdoulaye BANE**, Juriste ;

-Monsieur **Mamadou CAMARA**, Juriste.

#### -SECRETAIRE PARTICULIER :

-Monsieur **Michel KEITA**, Greffier

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Madame Fanta SYLLA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----  
**DECRET N°04-237/P-RM DU 29 JUIIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR**  
**NATIONAL DE L'ADMINISTRATION**  
**PENITENTIAIRE ET DE L'EDUCATION**  
**SURVEILLEE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°90-30/P-RM du 1<sup>er</sup> juin 1990 portant création de la Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée ;

Vu le Décret N°90-232/P-RM du 1<sup>er</sup> juin 1990 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Mamadou Baba TRAORE** N°Mle 268-50-G, Magistrat, est nommé **Directeur National de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraire, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux**  
**Madame Fanta SYLLA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----  
**DECRET N°04-238/P-RM DU 29 JUIIN 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR**  
**ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE**  
**DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET**  
**DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°88-047 du 5 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;



**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Issaka SANGARE** N°Mle 380-02-C, Inspecteur des Finances, est nommé **Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises.**

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises,**  
**Ousmane THIAM**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-239/P-RM DU 29 JUIN 2004 PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au **Ministère de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises** en qualité de :

**I-SECRETAIRE GENERAL :**

-Monsieur **Oumar DIA** N°Mle 316-85-X, Ingénieur des Constructions Civiles ;

**II-CONSEILLER TECHNIQUE :**

-Monsieur **Mohamed SIMPARA** N°Mle 243-16-T, Ingénieur Statisticien ;

**III-CHARGES DE MISSION :**

-Monsieur **Boubacar Siddick DIALLO**, Economiste ;  
-Monsieur **Cheick Hamala DIARRA** N°Mle 424-36-R, Journaliste et Réalisateur ;

**IV-SECRETAIRE PARTICULIERE :**

-Madame **Rokkeya M'BODJ**, Secrétaire d'Administration.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises,**  
**Ousmane THIAM**  
**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-240/P-RM DU 29 JUIN 2004 FIXANT LES INDEMNITES ET LES FRAIS DE MISSION DES MEMBRES DE LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE ET DE SES DEMEMBREMENTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°02-007 du 12 février 2002 portant loi électorale modifiée par la loi N°04-012 du 30 janvier 2004 ;

Vu le Décret N°04-032/P-RM du 13 février 2004 portant nomination des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les indemnités des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante et des ses démembrements sont fixées mensuellement comme suit :

**-MEMBRES DE LA CENI :**

- **Période de Février à Août 2004** : 400 000 F CFA ;

**-DEMEMBREMENTS DE LA CENI :**

- **Période d'Avril à Juin 2004** :
- **Commission Electorale du District (CED)** : 27 500 F CFA ;
- **Commission Electorale Locale (CEL)** : 17 500 F CFA ;
- **Commission Electorale Communale (CEC)** : 12 500 F CFA.

**Article 2** : Les frais de mission des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante sont fixés à 40 000 F CFA par jour.

**Article 3** : Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**  
**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

**DECRET N°04-241/P-RM DU 29 JUIN 2004 PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au **Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille** en qualité de :

**VI-SECRETAIRE GENERAL** :

-Monsieur **Amidou DEMBELE** N°M1e 938-03-N, Professeur d'Enseignement Supérieur ;

**VII-CHARGE DE MISSION** :

-Madame **Assata Cheick SYLLA**, Journaliste ;

**Article 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille,**  
**Madame BERTHE Aïssata BENGALY**  
**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

**DECRET N°04-242/P-RM DU 29 JUIIN 2004  
PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
COMPAGNIE MALIENNE POUR LE  
DEVELOPPEMENT DES TEXTILES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°92-002 du 27 août 1992 portant code de commerce modifiée par la loi N°01-042 du 7 juin 2001 ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°04-146/P-RM du 13 mai 2004 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les dispositions du Décret N°02-379/P-RM du 26 juillet 2002 portant nomination d'un membre du Conseil d'Administration de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles sont abrogées.

**Article 2 :** Monsieur **Ousmane Amion GUINDO**, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural, est nommé **Membre du Conseil d'Administration de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles, au titre de l'Etat et en qualité de représentant de la Primature**

**Article 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 juin 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Environnement  
et de l'Assainissement,  
Ministre de l'Agriculture par intérim,**  
**Nancoman KEITA**

**Le Ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

**DECRET N°04-243/PM-RM DU 30 JUIIN 2004  
PORTANT NOMINATION DE L'ATTACHE DE  
CABINET DU PREMIER MINISTRE.**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°03-128/PM-RM du 31 mars 2003 fixant l'organisation de la Primature ;

Vu le Décret N°92-115/P-CTSP du 9 avril 1992 fixant les avantages accordés aux membres du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Maréchal de Logis Chef **Moussayad AG ZOUNOU** est nommé **Attaché de Cabinet du Premier Ministre.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge le décret N°02-540/P-RM du 3 décembre 2002, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 30 juin 2004.**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----  
**DECRET N°04-244/P-RM DU 5 JUILLET 2004  
AUTORISANT LE PREMIER MINISTRE A  
PRESIDER LE CONSEIL DES MINISTRES DU  
MERCREDI 7 JUILLET 2004.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2002 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Premier ministre, Monsieur Ousmane Issoufi MAIGA, est autorisé à présider le Conseil des Ministres du mercredi 7 juillet 2004 sur l'ordre du jour suivant :

**A-LEGISLATION :**

**I-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE :**

1°) Projets de textes relatifs à la ratification du Protocole de la Cour de Justice de l'Union Africaine, adoptée par la 2<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence de l'Union, à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003.

2°) Projets de textes relatifs à la ratification du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté le 3 novembre 2001 à Rome (Italie).

**II- MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES :**

3°) Projet de décret portant déclaration d'utilité publique les travaux de construction d'une station d'épuration de la zone industrielle de Sotuba à Bamako.

**III-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS :**

4°) Projets de textes relatifs au classement des routes.

**B/ MESURES INDIVIDUELLES :**

**C/ COMMUNICATIONS ECRITES :**

**I- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ASSAINISSEMENT :**

1°) Communication écrite relative au rapport sur l'élimination de l'essence avec plomb.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

-----

**DECRET N°04-245/P-RM DU 5 JUILLET 2004  
PORTANT NOMINATION D'UN REPRESENTANT  
DE L'ETAT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°90-74/AN-RM du 4 septembre 1990 portant réglementation bancaire au Mali ;

Vu le Décret N°90-369/P-RM du 4 septembre 1990 portant ratification par le Mali de la Convention portant création de la Commission Bancaire de l'UEMOA ;

Vu l'Arrêté N°96-1381/MFC du 12 septembre 1996 portant réimmatriculation des banques et des établissements de crédit du Mali ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°04-146/P-RM du 13 mai 2004 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Diakarya KEITA** est nommé représentant de l'Etat au Conseil d'Administration de la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA).

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,  
Ousmane Issoufi MAIGA  
Le Ministre de la Promotion des  
Investissements et des Petites et  
Moyennes Entreprises,  
Ministre de l'Economie  
et des Finances par intérim,  
Ousmane THIAM**

-----

**DECRET N°04-246/P-RM DU 5 JUILLET 2004  
PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE  
L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°04-146/P-RM du 13 mai 2004 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au **Ministère de l'Equipement et des Transports** en qualité de :

#### **VIII-SECRETARE GENERAL :**

-Monsieur **Makan Fily DABO** N°Mle 916-77-Y, Ingénieur des Sciences Appliquées ;

#### **IX-CHEF DE CABINET :**

-Monsieur **Abdoulaye Chaba SANGARE** N°Mle 736-97-W, Inspecteur des Impôts ;

#### **X-CHARGE DE MISSION :**

-Monsieur **Nambougary TRAORE**, Cadre Supérieur des Chemins de Fer ;

#### **VI-ATTACHE DE CABINET :**

-Monsieur **Mohamed Ahmid TOURE**, Diplômé de Commerce.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre des Domaines de l'Etat  
et des Affaires Foncières,  
Ministre de l'Equipement  
et des Transports par intérim,  
Madame SOUMARE Aminata SIDIBE**

**Le Ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Abou-Bakar TRAORE**

#### **DECRET N°04-247/P-RM DU 5 JUILLET 2004 PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE.**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au **Ministère de l'Agriculture** en qualité de :

#### **XI-SECRETARE GENERAL :**

-Monsieur **Zana SANOGO** N°Mle 291-85-X, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural ;

#### **XII-CHEF DE CABINET :**

-Monsieur **Seydou DIAKITE** N°Mle 368-40-W, Vétérinaire et Ingénieur d'Elevage ;

#### **III-CONSEILLERS TECHNIQUES :**

-Monsieur **Demba KEBE** N°Mle 488-45-B, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural ;

-Madame **DJINGAREYE Alkoutou MAIGA** N°Mle 347-23-B, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural ;

-Monsieur **Fousseyni DIARRA** N°Mle 303-20-Y, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural ;

-Monsieur **Abdrahamane CISSE** N°Mle 0104-107-D, Administrateur Civil ;

-Madame **TOGORA Fadima Walet Abdoulaye** N°Mle 937-86-H, Administrateur Civil.

**VII-ATTACHE DE CABINET :**

-Monsieur **Adama KONATE** N°Mle 345-90-C, Technicien Supérieur d'Élevage ;

**V-SECRETAIRE PARTICULIERE :**

-Madame **Gna KOKAINA**, Secrétaire d'Administration.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**  
**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**  
**Le Ministre de l'Agriculture,**  
**Seydou TRAORE**  
**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-248/P-RM DU 5 JUILLET 2004  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
NATIONAL DES ROUTES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°02-057 du 16 décembre 2002 portant création de la Direction Nationale des Routes ;

Vu le Décret N°03-081/P-RM du 13 février 2003 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale des Routes ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°04-146/P-RM du 13 mai 2004 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Gabouné KEITA** N°Mle 258-29-H, Ingénieur des Constructions Civiles, est nommé **Directeur National des Routes.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**  
**Le Ministre des Domaines**  
**de l'Etat et des Affaires Foncières,**  
**Ministre de l'Équipement**  
**et des Transports par intérim,**  
**Madame SOUMARE Aminata SIDIBE**  
**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-249/P-RM DU 5 JUILLET 2004  
PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE  
L'HABITAT ET DE L'URBANISME.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont nommés au **Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme** en qualité de :

**XIII-SECRETARE GENERAL :**

-Monsieur **N'Golo DIARRA** N°Mle 113-67-B, Ingénieur des Constructions Civiles ;

**XIV-CONSEILLERS TECHNIQUES :**

-Madame **GAKOU Salamata FOFANA** N°Mle 451-91-D, Ingénieur des Constructions Civiles ;

-Madame **Sira SANGARE** N°Mle 310-84-W, Inspecteur des Services Economiques ;

-Monsieur **Moussa SISSOKO** N°Mle 432-59-S, Ingénieur des Constructions Civiles ;

**XV-CHARGE DE MISSION :**

-Monsieur **Amadou BA**, Economiste ;

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**

**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Habitat**

**et de l'Urbanisme,**

**Modibo SYLLA**

**Le Ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Abou-Bakar TRAORE**

-----  
**DECRET N°04-250/P-RM DU 5 JUILLET 2004  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
NATIONAL DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°01-015/P-RM du 27 février 2001 portant création de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat, ratifiée par la Loi N°01-035 du 4 juin 2001 ;

Vu le Décret N°01-210/P-RM du 10 mai 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **N'Golo COULIBALY** N°Mle 477-78-N, Ingénieur des Constructions Civiles, est nommé **Directeur National de l'Urbanisme et de l'Habitat.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**

**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Habitat**

**et de Urbanisme,**

**Modibo SYLLA**

**Le Ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Abou-Bakar TRAORE**

-----  
**DECRET N°04-251/P-RM DU 5 JUILLET 2004  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE  
DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°88-047 du 5 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Mamadou DIABY** N°Mle 785-60-D, Inspecteur des Services Economiques, est nommé **Directeur Administratif et Financier du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.**

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Habitat**  
**et de l'Urbanisme,**  
**Modibo SYLLA**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-252/P-RM DU 5 JUILLET 2004**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR**  
**ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE**  
**DE LA SECURITE INTERIEURE ET DE LA**  
**PROTECTION CIVILE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°88-047 du 5 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Colonel **TOURE Salimata KONE**, est nommée **Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile.**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**  
**Le Ministre de la Sécurité Intérieure**  
**et de la Protection Civile,**  
**Sadio GASSAMA**  
**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

-----

**DECRET N°04-253/P-RM DU 5 JUILLET 2004**  
**FIXANT LE SALAIRE MINIMUM**  
**INTERPROFESSIONNEL GARANTI.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;



---

Vu la Loi N°92-020 du 23 septembre 1992 modifiée portant code du travail en République du Mali ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) pour les secteurs agricole et non agricole est fixé comme suit :

- **Taux horaire : 164,19 F CFA ;**
- **Taux mensuel : 28 460 F CFA.**

Il prend en compte toutes les augmentations légales antérieures, y compris l'indemnité spéciale de solidarité.

**Article 2** : Le Salaire minimum ci-dessus fixé n'est pas soumis à l'Impôt sur les traitements et salaires (ITS).

**Article 3** : Le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et des Relations avec les Institutions et le Ministre de l'Economie et des Finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de sa date de signature.

**Article 4** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret N°94-383/P-RM du 2 décembre 1994, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juillet 2004.**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de la Fonction Publique,**  
**de la Réforme de l'Etat**  
**et des Relations avec les Institutions,**  
**Badi Ould GANFOUD**

**Le Ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Abou-Bakar TRAORE**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

BILAN

DEC 2800

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : ECOBANK-MALI

M 2003 12 31 D0090 B AC0 01 A 3  
 C Date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

| POSTE      | ACTIF                                       | MONTANTS NETS |               |
|------------|---|---------------|---------------|
|            |   | Exercice N-1  | Exercice N    |
| <b>A10</b> | <b>CAISSE</b>                               | <b>1 288</b>  | <b>3 089</b>  |
| <b>A02</b> | <b>CREANCES INTERBANCAIRES</b>              | <b>10 312</b> | <b>13 756</b> |
| A03        | - A vue                                     | 4 350         | 4 696         |
| A04        | . Banques Centrales                         | 2 255         | 1 257         |
| A05        | . Trésor Public, CCP                        | 0             | 0             |
| A07        | . Autres Etablissements de Crédits          | 2 095         | 3 439         |
| <b>A08</b> | <b>- A terme</b>                            | <b>5 962</b>  | <b>9 060</b>  |
| <b>B02</b> | <b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>            | <b>23 837</b> | <b>31 386</b> |
| <b>B10</b> | <b>- Portefeuille d'effets commerciaux</b>  | <b>9 406</b>  | <b>11 674</b> |
| B11        | . Crédits de campagne                       | 0             | 0             |
| B12        | . Crédits ordinaires                        | 9 406         | 11 674        |
| <b>B2A</b> | <b>- Autres concours à la clientèle</b>     | <b>7 145</b>  | <b>11 587</b> |
| B2C        | . Crédits de campagne                       | 0             | 0             |
| B2G        | . Crédits ordinaires                        | 7 145         | 11 587        |
| <b>B2N</b> | <b>- Comptes ordinaires débiteurs</b>       | <b>7 286</b>  | <b>8 125</b>  |
| <b>B50</b> | <b>- Affacturage</b>                        | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>C10</b> | <b>TITRES DE PLACEMENT</b>                  | <b>2 740</b>  | <b>3 850</b>  |
| <b>D1A</b> | <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>          | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>D50</b> | <b>CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b> | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>D20</b> | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>        | <b>7</b>      | <b>2</b>      |
| <b>D22</b> | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>          | <b>1 245</b>  | <b>1 709</b>  |
| <b>E01</b> | <b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>             | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>C20</b> | <b>AUTRES ACTIFS</b>                        | <b>2 113</b>  | <b>2 113</b>  |
| <b>C6A</b> | <b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>            | <b>167</b>    | <b>150</b>    |
| <b>E90</b> | <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                     | <b>41 709</b> | <b>56 055</b> |

**BILAN****DEC 2800****ETAT : MALI      ETABLISSEMENT : ECOBANK-MALI**

**M      2003 12 31      D0090      B      AC0      01      A      3**  
**C      Date d'arrêté      CIB      LC      D      F      P      M**

(en millions de F CFA)

| CODES<br>POSTE | PASSIF   | MONTANTS NETS |               |
|----------------|--|---------------|---------------|
|                |  | Exercice N-1  | Exercice N    |
| <b>F02</b>     | <b>DETTES INTERBANCAIRES</b>                     | <b>6 510</b>  | <b>11 816</b> |
| F03            | - A vue  | 2 347         | 5 816         |
| F05            | Trésor Public, CCP                               | 0             | 2 828         |
| F07            | . Autres établissements de crédit                | 2 347         | 2 988         |
| F08            | - A terme  | 4 163         | 6 000         |
| <b>G02</b>     | <b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>          | <b>29 246</b> | <b>37 236</b> |
| G03            | - Comptes d'épargne à vue                        | 2 267         | 3 228         |
| G04            | - Comptes d'épargne à terme                      | 0             | 0             |
| G05            | - Bons de caisse                                 | 0             | 0             |
| G06            | - Autres dettes à vue                            | 22 634        | 28 055        |
| G07            | - Autres dettes à terme                          | 4 345         | 5 953         |
| <b>H30</b>     | <b>DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>          | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>H35</b>     | <b>AUTRES PASSIFS</b>                            | <b>954</b>    | <b>657</b>    |
| <b>H6A</b>     | <b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>                 | <b>1 425</b>  | <b>1 571</b>  |
| <b>L30</b>     | <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>        | <b>0</b>      | <b>29</b>     |
| <b>L35</b>     | <b>PROVISIONS REGLEMENTÉES</b>                   | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>L41</b>     | <b>EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNÉS</b>       | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>L10</b>     | <b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>              | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>L45</b>     | <b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES<br/>GÉNÉRAUX</b> | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>L66</b>     | <b>CAPITAL OU DOTATION</b>                       | <b>2 525</b>  | <b>2 525</b>  |
| <b>L50</b>     | <b>PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>                   | <b>100</b>    | <b>100</b>    |
| <b>L55</b>     | <b>RESERVES</b>                                  | <b>0</b>      | <b>349</b>    |
| <b>L59</b>     | <b>ECARTS A REEVALUATION</b>                     | <b>0</b>      | <b>0</b>      |

BILAN

DEC 2800

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : ECOBANK-MALI

M 2003 12 31 D0090 B AC0 01 A 3  
 C Date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

| CODES<br>POSTE | HORS BILAN                           | MONTANTS     |            |
|----------------|--------------------------------------|--------------|------------|
|                |                                      | Exercice N-1 | Exercice N |
|                | <b>ENGAGEMENTS DONNES</b>            |              |            |
|                | <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>    |              |            |
| N1A            | En faveur d'établissements de crédit | 0            | 0          |
| N1J            | En faveur de la clientèle            | 7 199        | 4 235      |
|                | <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>       |              |            |
| N2A            | D'ordre d'établissements de crédit   | 0            | 0          |
| N2J            | D'ordre de la clientèle              | 7 333        | 8 937      |
| N3A            | <b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>        | 0            | 0          |
| <b>POSTES</b>  | <b>ENGAGEMENTS RECUS</b>             |              |            |
|                | <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>    |              |            |
| N1H            | Reçus d'établissements de crédit     | 0            | 0          |
|                | <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>       |              |            |
| N2H            | Reçus d'établissements de crédit     | 10 088       | 8 079      |
| N2M            | Reçus de la clientèle                | 7 808        | 3 131      |
| N3E            | <b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>        | 0            | 0          |

## COMPTE DE RESULTAT

DEC 2880

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : ECOBANK-MALI

M 2003 12 31 D0090 B RE0 01 A 3  
 C Date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

| Codes<br>Poste | CHARGES   | MONTANTS     |              |
|----------------|---|--------------|--------------|
|                |   | N-1          | N            |
| <b>R01</b>     | <b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES</b>   | <b>564</b>   | <b>544</b>   |
| R03            | - Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires  | 244          | 185          |
| R04            | - Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle                                 | 320          | 359          |
| R4D            | - Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre                                 | 0            | 0            |
| R5Y            | - Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés | 0            | 0            |
| R05            | - Autres intérêts et charges assimilées   | 0            | 0            |
| <b>R5E</b>     | <b>CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATION ASSIMILEES</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>R06</b>     | <b>COMMISSIONS</b>  | <b>50</b>    | <b>79</b>    |
| <b>R4A</b>     | <b>- CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>   | <b>108</b>   | <b>1 244</b> |
| R4C            | - Charges sur titres de placement   | 0            | 0            |
| R6A            | - Charges sur opérations de change  | 108          | 1 244        |
| R6F            | - Charges sur opérations de hors bilan  | 0            | 0            |
| <b>R6U</b>     | <b>CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>   | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>R8G</b>     | <b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>   | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>R8J</b>     | <b>STOCKS VENDUS</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>R8L</b>     | <b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>   | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>S01</b>     | <b>FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>  | <b>2 114</b> | <b>3 371</b> |
| S02            | - Frais de personnel  | 841          | 1 054        |
| S05            | - Autres frais généraux   | 1 273        | 2 317        |
| <b>T51</b>     | <b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS.</b>                             | <b>255</b>   | <b>305</b>   |
| <b>T6A</b>     | <b>SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>                        | <b>326</b>   | <b>549</b>   |
| <b>T01</b>     | <b>EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>               | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>T80</b>     | <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>  | <b>8</b>     | <b>79</b>    |
| <b>T81</b>     | <b>PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>  | <b>47</b>    | <b>252</b>   |
| <b>T82</b>     | <b>IMPOT SUR LE BENEFICE</b>  | <b>814</b>   | <b>0</b>     |
| <b>T83</b>     | <b>BENEFICE DE L'EXERCICE</b>   | <b>1 510</b> | <b>1 772</b> |
| <b>T85</b>     | <b>TOTAL</b>  | <b>5 796</b> | <b>8 195</b> |

## COMPTE DE RESULTAT

DEC 2880

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : ECOBANK-MALI

M 2003 12 31 D0090 B RE0 01 A 3  
 C Date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

| Poste      | PRODUITS  | MONTANTS     |              |
|------------|---|--------------|--------------|
|            |   | N-1          | N            |
| <b>V01</b> | <b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>   | <b>2 449</b> | <b>2 850</b> |
| V03        | - Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires                            | 179          | 230          |
| V04        | - Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle                          | 2 247        | 2 617        |
| V5I        | - Produits et profits sur prêts et titres subordonnés                                   | 0            | 0            |
| V5F        | - Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement                            | 0            | 0            |
| V05        | - Autres intérêts et produits assimilés   | 23           | 3            |
| <b>V5G</b> | <b>PRODUITS SUR CREDIT-BAIL OPERATIONS ASSIMILEES</b>                                   | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>V06</b> | <b>COMMISSIONS</b>  | <b>1 249</b> | <b>1 143</b> |
| <b>V4A</b> | <b>PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>  | <b>1 256</b> | <b>3 080</b> |
| V4C        | - Produits sur titres de placement  | 99           | 218          |
| V4Z        | - Dividendes et produits assimilés  | 0            | 0            |
| V6A        | - Produits sur opérations de change   | 810          | 2 285        |
| V6F        | - Produits sur opérations de hors bilan   | 347          | 577          |
| <b>V6T</b> | <b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>  | <b>481</b>   | <b>662</b>   |
| <b>V8B</b> | <b>MARGES COMMERCIALES</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>V8C</b> | <b>VENTES DE MARCHANDISES</b>   | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>V8D</b> | <b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>   | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>W4R</b> | <b>PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>   | <b>0</b>     | <b>16</b>    |
| <b>X51</b> | <b>REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>                   | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>X6A</b> | <b>SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>        | <b>359</b>   | <b>435</b>   |
| <b>X01</b> | <b>EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b> | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>X80</b> | <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>   | <b>1</b>     | <b>1</b>     |
| <b>X81</b> | <b>PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>   | <b>1</b>     | <b>8</b>     |
| <b>X83</b> | <b>PERTE DE L'EXERCICE</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>X85</b> | <b>TOTAL</b>  | <b>5 796</b> | <b>8 195</b> |

**BILAN****DEC 2800****ETAT : MALI      ETABLISSEMENT : EQUIPBAIL MALI SA****/C/    /2/0/0/3/1/2/   /3/1/            /D/0/0/9/3/   /E/   /A/C/0/   /0/1/   /1/****C      Date d'arrêté                            CIB    LC    D    F    M**

| POSTE      | ACTIF                                | MONTANT NET          |                      |
|------------|--------------------------------------|----------------------|----------------------|
|            |                                      | 31/12/2002           | 31/12/2003           |
| A10        | CAISSE                               | 22 878               | 50 000               |
| A02        | CREANCES INTERBANCAIRES              | 654 839 388          | 768 005 382          |
| A03        | - A vue                              | 85 703 817           | 74 609 578           |
| A08        | - A terme                            | 569 135 571          | 693 395 804          |
| B02        | CREANCES SUR LA CLIENTELE            | 648 564 892          | 728 170 145          |
| B2A        | - Autres concours à la clientèle     | 648 564 892          | 728 170 145          |
| B2G        | . Crédits ordinaires                 | 648 564 892          | 728 170 145          |
| D50        | CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES | 677 654 704          | 852 063 332          |
| D20        | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES        | 293 641              | 2 960 441            |
| D22        | IMMOBILISATIONS CORPORELLES          | 15 237 191           | 11 528 237           |
| C20        | AUTRES ACTIFS                        | 78 062 573           | 127 956 071          |
| C6A        | COMPTES D'ORDRE ET DIVERS            | 56 794 660           | 21 685 753           |
|            | <b>ACTIF = PASSIF</b>                | <b>2 131 469 927</b> | <b>2 512 419 361</b> |
|            | <b>PASSIF</b>                        |                      |                      |
| F02        | DETTES INTERBANCAIRES                | 1 521 703 162        | 1 895 648 853        |
| F08        | - A terme                            | 1 521 703 162        | 1 895 648 853        |
| G02        | DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE     | 154 456 524          | 211 515 914          |
| H35        | AUTRES PASSIFS                       | 6 325 153            | 16 040 738           |
| H6A        | COMPTES D'ORDRE DIVERS               | 164 337 436          | 95 911 379           |
| L60        | CAPITAL                              | 300 000 000          | 300 000 000          |
| L70        | REPORT A NOUVEAU (+/-)               | -19 631 640          | -15 352 348          |
| <b>L80</b> | <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)</b>  | <b>4 279 292</b>     | <b>8 654 825</b>     |
|            | <b>HORS BILAN</b>                    | <b>31/12/2002</b>    | <b>31/12/2003</b>    |
|            | ENGAGEMENTS DONNES                   |                      |                      |
|            | ENGAGEMENTS RECUS                    | <b>755 816 473</b>   | <b>1 092 374 525</b> |
|            | <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>       |                      |                      |
| N2M        | Reçus de la clientèle                | 755 816 473          | 1 092 374 525        |

## BILAN

DEC 2800

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : EQUIPBAIL MALI SA

/C/ /2/0/0/3/1/2/ /3/1/ /D/0/0/9/3/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/

C Date d'arrêté CIB LC D F M

| POSTE      | CHARGES  | MONTANT NET        |                    |
|------------|--|--------------------|--------------------|
|            |  | 31/12/2002         | 31/12/2003         |
| R01        | INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES   | 77 800 582         | 108 938 567        |
| R5E        | CHARGES SUR CREDIT-BANIL ET OPERATION ASSIMILEES                                 | 625 769 806        | 551 620 100        |
| R6U        | CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRES  | 2 391 498          | 1 623 355          |
| S01        | FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION  | 88 954 309         | 118 359 013        |
| S02        | -Frais de personnel  | 35 705 087         | 37 298 828         |
| S05        | - Autres frais généraux  | 53 249 222         | 81 060 185         |
| T51        | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS               | 14 070 840         | 7 757 154          |
| T01        | EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX | 78 000 000         | 24 952 622         |
| T80        | CHARGES EXCEPTIONNELLES  | 5 185 250          | -                  |
| T82        | IMPOTS SUR LE BENEFICE   | 5 706 385          | 6 085 956          |
| T83        | BENEFICE   | 4 279 292          | 8 654 825          |
| <b>T84</b> | <b>TOTAL</b>   | <b>902 157 962</b> | <b>827 991 592</b> |

| POSTE      | PRODUITS   | MONTANT NET        |                    |
|------------|--|--------------------|--------------------|
|            |  | 31/12/2002         | 31/12/2003         |
| V01        | INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES   | 135 468 349        | 178 353 050        |
| V03        | - Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires                     | 4 271 172          | 5 346 041          |
| V04        | - Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle                   | 131 197 177        | 173 007 009        |
| V5G        | PRODUITS SUR CREDIT-BAIL OPERATION ASSIMILEES                                    | 760 851 280        | 638 453 841        |
| W4R        | PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION   | 1 338 333          | 1 517 201          |
| X01        | EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX | 4 500 000          | 9 667 500          |
| <b>X83</b> | <b>PERTE</b>   | -                  | -                  |
| <b>X84</b> | <b>TOTAL</b>   | <b>902 157 962</b> | <b>827 991 592</b> |